Les escrocs de la Banque

Partage international nº 292 – Décembre 2012

par Ignacio Ramonet

Paris (France)

Au cas où certains ne s'en seraient pas encore rendu compte, la crise actuelle démontre sans l'ombre d'un doute que les marchés financiers se trouvent au premier rang des responsables de la situation économique européenne. Le pouvoir a échappé aux politiciens pour passer entre les mains des spéculateurs et des banquiers escrocs.

Chaque jour, les marchés voient transiter une quantité d'argent stupéfiante. Par exemple, selon la Banque centrale européenne, sept milliards d'euros pour la dette des seuls Etats de la zone euro. Les décisions collectives de ces marchés peuvent chaque jour renverser des gouvernements, dicter leur politique, et assujettir des populations entières.

Ce n'est pas tout : ces nouveaux « Seigneurs de la Terre » n'ont pas le moindre souci du bien commun. La solidarité est un concept qu'ils ignorent, et ils se préoccupent encore moins du maintien des aides sociales. Seule la cupidité motive leurs actes. Poussés par l'appât du gain, les spéculateurs et les banquiers jouissent d'une totale impunité et, tels des oiseaux de proie, fondent inlassablement sur leurs victimes successives.

Depuis le début de la crise en 2008, aucune réforme sérieuse n'a été imposée, ni pour réguler les marchés, ni pour contrôler les banquiers. Certes, les banques jouent un rôle dans le système économique, et leurs activités traditionnelles – encourager l'épargne, prêter aux particuliers, financer les entreprises, encourager le commerce – sont constructives. Mais, depuis l'avènement, dans les années 1980, de la « banque universelle », qui a ajouté la spéculation et les investissements aux fonctions énumérées ci-dessus, les risques encourus par les épargnants ont augmenté de façon spectaculaire, en même temps que les scandales et les fraudes.

L'affaire Goldman Sachs

L'un des forfaits les plus honteux fut perpétré par Goldman Sachs, qui domine aujourd'hui l'univers de la finance. En 2001, cette banque a aidé la Grèce à falsifier ses comptes afin qu'Athènes puisse satisfaire aux exigences d'entrée dans la zone euro. Moins de sept ans plus tard, la découverte de cette escroquerie fit l'effet d'une bombe. En conséquence, une crise de la dette engouffra presque tout un continent. La Grèce fut pillée, mise à genoux. Elle fut frappée de récession et de chômage massif ; les salariés virent leur pouvoir d'achat se réduire comme peau de chagrin ; des restructurations et de sévères réductions d'effectifs dans les services sociaux semèrent la misère, et entraînèrent la mise en œuvre de programmes d'ajustements structurels.

Comment furent punis les auteurs de cette escroquerie dévastatrice ? L'ex-vice président de Goldman Sachs en Europe, Mario Draghi, qui était au courant de presque tous les tenants et aboutissants de cette arnaque, fut nommé président de la Banque centrale européenne. Et Goldman se fit payer 600 millions d'euros la falsification des comptes de la Grèce. La morale de cette histoire est claire : lorsque les banques se rendent coupables d'arnaques, elles sont assurées de l'impunité.

Pour confirmer cette règle, il suffit de citer les milliers d'épargnants espagnols qui achetèrent des actions de Bankia le jour même où cet établissement entrait en bourse. Tout le monde avait entendu dire que cette banque n'était aucunement crédible, et les agences de notation accordaient à ses actions une valeur quasiment nulle. Mais les déposants préférèrent croire Rodrigo Rato, alors président de Bankia et ancien directeur général du Fonds monétaire international. Le 2 mai 2012 (cinq jours avant que la pression des marchés l'obligent à démissionner, et juste avant que le gouvernement espagnol se voie dans l'obligation de sauver Bankia en lui injectant 23 milliards d'euros) Rodrigo Rato avait déclaré : *« Que ce soit en termes de liquidités ou de solvabilité, notre position est très solide. »*

Or, un an auparavant, en juillet 2011, Bankia avait passé avec succès le « test de résistance » imposé par l'Autorité bancaire européenne (ABE) aux 91 plus grandes entreprises financières d'Europe. Cela donne une idée de l'incompétence et de l'ineptie de l'ABE, l'agence européenne chargée de garantir la bonne santé de nos banques.

Les scandales se multiplient

Mais les scandales ne se sont pas arrêtés là. Ces derniers mois, de nouvelles fraudes bancaires ont été révélées. HSBC fut accusée de blanchiment d'argent au bénéfice de narcotrafiquants mexicains. Suite à des spéculations massives et des prises de risques sans précédent, J.P. Morgan a perdu 7,5 milliards d'euros et mené à la ruine des dizaines de ses clients. Quant à Knight Capital, une erreur dans la programmation de ses transactions automatiques lui a fait perdre plus de 323 millions d'euros en une seule nuit.

Mais, à l'échelle mondiale, le scandale le plus exaspérant est celui du Libor, le taux d'intérêt du crédit interbancaire, publié chaque jour à Londres par l'Association des banquiers britanniques, et calculé par l'agence de presse financière Reuters en faisant la moyenne des taux d'intérêt des emprunts obtenus par les 16 plus grandes banques. Le Libor constitue donc pour le système financier mondial un point de référence fondamental. En particulier, on l'utilise pour calculer les taux d'intérêt des crédits immobiliers. A travers le globe, le Libor influence donc quelque 350 000 milliards d'euros de crédits, et toute variation de ce taux peut avoir des conséquences colossales. Quel fut le mécanisme de cette escroquerie ? Certaines des 91 plus grandes banques mondiales s'entendirent pour mentir sur les taux qu'elles obtenaient, manipulant ainsi non seulement le Libor, mais aussi tous les contrats dérivés et les taux d'intérêts imposés autant aux familles qu'aux entreprises. Cela dura des années. L'enquête a montré qu'au moins 11 grandes banques internationales avaient participé à cette escroquerie : Barclays, Citigroup, JP Morgan Chase, Bank of America, Deutsche Bank, HSBC, Crédit Suisse, UBS, Société Générale, Crédit Agricole et la Banque Royale d'Ecosse. Cela prouve que les comportements malhonnêtes infectent le cœur même de l'industrie financière : en l'occurrence, des millions de familles ont eu à payer des taux de crédit incorrects. Beaucoup ont dû quitter leur domicile. D'autres ont été expulsés pour n'avoir pu payer des taux d'intérêt manipulés. Et, une fois encore, les autorités chargées de superviser les opérations des marchés ont volontairement ignoré ce crime. Personne n'a été puni, à l'exception de quatre spéculateurs.

Les démocraties pourront-elles continuer longtemps à accorder une telle impunité ?

Auteur : Ignacio Ramonet,
Sources : IPS
Thématiques : politique, Économie
Rubrique : Divers ()